

Fondamentalismes religieux et communautarisme : le cas de Sahiyar



Fondamentalismes religieux et communautarisme : le cas de Sahiyar

Sahiyar (Stree Sanghathan)

Trupti Shah

Notre notion des « fondamentalismes religieux » dans le contexte indien

Dans notre monde globalisé, l'Inde a la réputation d'être une économie en développement « émergente » et à croissance rapide. Avec une population de plus d'un milliard d'habitants, elle se targue d'être l'une des plus grandes démocraties du monde et pourtant, elle connaît des conflits récurrents toujours plus intenses en matière de caste, de classe, de genre, de religion, de région, de culture, d'orientation sexuelle, de langue et d'ethnicité. L'histoire complexe de conflit et de coexistence entre ces groupes identitaires et leurs intersections avec le patriarcat se traduisent par une série de contradictions et de paradoxes. Ces contextes façonnent la lutte pour les droits des femmes.

La présente étude de cas est centrée sur la résistance au fondamentalisme hindou¹ et musulman, et aux forces communautaires en Inde et dans l'État du Gujarat, où les fondamentalismes religieux et les communautarismes² sont étroitement liés. Dans ce contexte de religions multiples, les fondamentalismes en tout genre se développent sur la base des actions et des réactions des uns et des autres, et la propagation de l'idéologie communautaire et de la violence est une stratégie fondamentaliste importante. En Inde, les hindous/es représentent une majorité, constituant 83 % de la population nationale et 89 % de la population du Gujarat et de la ville de Vadodara. Les musulmans/es sont le groupe minoritaire le plus important, totalisant 13 % de la population nationale et 9 % de la population du Gujarat et de Vadodara. Les communautarismes majoritaires et minoritaires présentent le même danger pour les femmes, mais par l'utilisation de l'idéologie « nationaliste » et la mobilisation populaire en vue d'établir une nation hindoue, les majoritaires constituent une menace supplémentaire, une variété indienne de fascisme.

Les fondamentalismes religieux utilisent la religion, ainsi que la culture, la caste, l'ethnicité et le nationalisme pour promouvoir leurs objectifs

politiques. Les fondamentalistes religieux propagent une idéologie de haine et d'intolérance à l'égard des autres religions ou de ceux et celles qui ne partagent pas leurs interprétations spécifiques. Ils emploient également des méthodes coercitives pour contrôler les personnes et recourent à la violence directe pour réduire au silence leurs opposants/es de l'extérieur ou de l'intérieur de la communauté. Brandissant la « menace des autres », les fondamentalistes religieux obtiennent l'acquiescement des masses et proposent parfois à des groupes marginalisés des arrangements de partage du pouvoir à court terme. Ils/Elles pratiquent la désinformation concernant « l'âge d'or » du passé, mais utilisent la technologie et des méthodes de gestion modernes pour parvenir à leurs fins politiques. Par leur idéologie et leurs méthodes autocratiques, patriarcales, les fondamentalistes constituent une menace pour la démocratie et les droits des femmes.

Les femmes sont au centre des stratégies fondamentalistes religieuses, parce qu'elles jouent un double rôle à la fois de reproductrices de la communauté et de symbole de « l'honneur » religieux, familial et communautaire. Les fondamentalistes religieux cherchent à contrôler la mobilité et la sexualité des femmes de leur propre communauté et considèrent les agressions sexuelles contre les femmes d'autres groupes comme l'une des stratégies les plus efficaces pour déshonorer l'ensemble de cette communauté.

Dans la lutte pour les droits des femmes en Inde, nous devons comprendre, respecter et travailler avec des groupes de différentes identités, tout en résistant à l'effet diviseur de ces forces sur les mouvements de femmes. Le thème de la conférence nationale des mouvements de femmes en 2006, 'upholding the politics of justice while affirming diversities and resisting divisiveness [appuyer la politique de la justice tout en affirmant les diversités et en résistant aux dissensions]' reflète cette complexité.

Le contexte du travail de Sahiyar pour les droits des femmes

Sahiyar (Stree Sanghthan) a été constituée en 1984 à Vadodara, au Gujarat, par des femmes et pour les femmes. Nous considérons que l'oppression et la subordination des femmes sont étroitement liées à toutes les autres formes de marginalisation et cherchons à former un front commun pour les droits humains et l'harmonie communautaire avec d'autres forces progressistes de l'État. Sahiyar, qui fait partie du mouvement autonome des femmes d'Inde³, fait campagne sur une série de questions dont la violence domestique, les lois sur le statut personnel, le harcèlement sexuel, la dot, l'avortement sélectif en fonction du sexe, le viol, le viol de personnes en détention⁴ et la violence sexuelle pendant les affrontements communautaires et de caste.

Vadodara (autrefois Baroda) est située au centre du Gujarat, sur la ligne Mumbai-Delhi. Les habitants de Vadodara disent fièrement aux visiteurs que leur ville est une *sanskar nagari* (« ville de culture »). La Vadodara moderne doit sa beauté, ses établissements d'enseignement et ses chefs-d'œuvre architecturaux à l'inspiration et la vision de Sayajirao Gaekwad III, Maharaja de Baroda († 1939), qui a entamé une série de réformes socio-économiques importantes dont l'enseignement primaire obligatoire et l'éducation des filles, une loi contre l'infanticide féminin, un mouvement de bibliothèque (le premier de ce genre en Inde) pour soutenir une initiative d'éducation des adultes et l'université Maharaja Sayajirao de Vadodara.

Autrefois, la ville avait une riche culture composite dont les expressions se voient encore aujourd'hui, avec une population culturellement, ethniquement et linguistiquement diversifiée. Mais, Vadodara n'a pas échappé à la détérioration générale des relations communautaires au Gujarat et en Inde. L'intensité croissante de la violence communautaire dans la ville depuis les années 1990 et le contrôle de plus en plus grand de l'université Maharaja Sayajirao par les organisations hindoues de droite estompent l'image de *sanskar nagari* de la ville. Vadodara est aujourd'hui considérée comme l'une des villes les plus communautairement sensibles de l'État.

En 2002, le Gujarat, y compris Vadodara, a connu des violences sans précédent, qui visaient principalement les musulmans/es. Une série d'affrontements en 1985, 1990 et 1992 a précédé ces événements et plusieurs rapports d'enquête qualifient de « génocide » les événements de 2002. Dans cette violence contre les minorités, cautionnée par l'État⁵, les corps des femmes étaient un champ de bataille clé. Des rumeurs concernant des attaques de la minorité et le viol de femmes hindoues ont été abondamment utilisées pour justifier la violence sexuelle barbare et largement répandue contre les femmes musulmanes. Après le carnage de 2002, le Gujarat a été ouvertement déclaré laboratoire d'Hindutva, l'idéologie politique de suprématie hindoue qui appelle à une nation hindoue.

La lutte pour les droits humains des femmes au Gujarat doit combattre non seulement la polarisation communautaire, mais également les politiques économiques néolibérales agressives de l'État. Le Gujarat, un des États les plus urbanisés et industrialisés de l'Inde, a une population de plus de 50 millions d'habitants, dont 37 % dans les zones urbaines. L'État affiche d'excellents résultats pour les indicateurs macro-économiques, avec un revenu par habitant supérieur à la moyenne nationale, un taux d'alphabétisation de 69 % et un taux de 57 % d'alphabétisation féminine, mais il est à la traîne pour d'autres indicateurs de développement social et humain. Ainsi, la répartition des sexes est de 920 femmes pour 1 000 hommes et la répartition des sexes à la naissance n'est que de 883 filles pour 1 000 garçons.

Depuis 2004, dans la campagne électorale pour l'assemblée de l'État, le parti Bharatiya Janata Party (BJP) présente le Gujarat comme un « modèle de développement » à suivre par d'autres États. La poursuite de la croissance économique et de divers projets de « développement » a été entreprise par le déplacement à grande échelle de personnes et au détriment de l'environnement, des terres, de l'eau, de l'air et d'autres ressources naturelles, sans tenir compte du droit à la vie et à la subsistance de personnes qui dépendent de ces ressources. Ce processus a été facilité par la discorde communautaire, qui détourne l'attention des réels problèmes de subsistance et de survie, et la concentre sur la prétendue menace de la « sécurité » par « l'autre » communauté. Le Gujarat illustre donc clairement la combinaison implacable du fondamentalisme religieux et des politiques économiques néolibérales qui affectent la vie des personnes marginalisées, en particulier des femmes.

Principales forces fondamentalistes, présence locale, forces et liens internationaux

Les principales forces fondamentalistes au Gujarat sont les groupes Hindutva connectés au Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), le principal centre idéologique « familial » des organisations nationalistes hindoues et généralement appelé Sangh Parivar⁶. Le BJP, bras politique du Sangh Parivar, est le plus grand parti politique national après le parti du Congrès.⁷ Il a une grande influence dans l'administration, la police et les établissements d'enseignement. Le BJP, parti qui gouverne le Gujarat depuis 1995, était au pouvoir à l'échelon national en 2002. Sous la direction du ministre principal Narendra Modi, le gouvernement BJP du Gujarat est parvenu à saper le pouvoir de l'État (central/fédéral) à tous les niveaux.

D'autres organisations membres du Sangh Parivar⁸, centrées sur la jeunesse, les étudiants, l'éducation et les femmes respectivement, influencent les activités sociales, religieuses et publiques. Une des principales stratégies utilisées par ces groupements consiste à contrôler les établissements d'enseignement et les programmes de cours en désignant des partisans de l'idéologie Hindutva à tous les niveaux, en particulier aux postes de prise de décision.

La classe moyenne très nombreuse du Gujarat a un réseau international, avec des ramifications aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Canada, en Norvège, au Danemark, aux Pays-Bas, en Allemagne, à Hong Kong, en Australie, au Sri Lanka, au Suriname, à Trinidad et dans d'autres pays. La diaspora gujaratie/indienne joue un rôle significatif pour faciliter les activités du Sangh Parivar dans les communautés indiennes émigrées. Pour tenter de préserver leurs racines et leur identité, beaucoup de membres de ces communautés soutiennent, consciemment ou non, et financent généreusement des organisations fondamentalistes qui affirment faire du travail social en

Inde. Enregistrées comme organisations caritatives dans leurs pays respectifs, elles reçoivent des fonds d'organes de financement et d'entreprises au nom du développement, de l'aide ou de l'éducation. Après les violences de 2002, plusieurs groupes progressistes de la diaspora, dont la campagne [Campaign to Stop Funding Hate](#) [Campagne contre le financement de la haine] aux États-Unis et l'[AWAAZ South Asian Solidarity Group](#) [Groupe de solidarité d'Asie du Sud] au Royaume-Uni, ont tenté de montrer ces liens et entamé des campagnes pour mettre fin aux financements.

Il y a des forces fondamentalistes également dans la communauté minoritaire musulmane, notamment le Muslim Personal Law Board [Office musulman du droit de la personne], Jamaate-Islami Hind et plusieurs dirigeants religieux locaux. Certains de ces groupements reçoivent une aide financière en provenance d'autres pays pour leurs activités.

Lutte contre les forces fondamentalistes et communautaires

Trois grands aspects de notre lutte sont :

1. Les lois discriminatoires sur le statut personnel ;
2. L'idéologie et la violence communautaires ; et
3. Le contrôle fondamentaliste de la vie des femmes.

La présente étude de cas développe les deux premiers aspects, qui sont interconnectés, mais pour plus de simplicité, nous les abordons séparément.

Lutte contre les lois discriminatoires sur le statut personnel : contexte historique

Le mouvement des femmes indiennes est confronté à des caractéristiques uniques du patriarcat. Uma Chakravarti le qualifie de patriarcat brahmanique⁹, un système régi selon les principes de caste¹⁰ et de hiérarchie des sexes. Bien que ce soit un élément caractéristique de l'hindouisme, la caste recoupe les religions aussi dans le contexte de l'Asie du Sud. Pour échapper à l'oppression extrême des castes supérieures ou pour avoir accès aux opportunités économiques et éducatives, les gens des castes inférieures se convertissent souvent à d'autres religions tout en continuant à pratiquer les rites et les coutumes hindoues. La persistance du système de castes est telle que, même après leur conversion, les gens ne parviennent pas à obtenir un statut social égal dans leur nouvelle religion. Ils/Elles restent des Dalits/es musulmans/nes ou Dalits/es chrétiens/nes¹¹.

Le lien entre la caste, la religion et le patriarcat a pris un nouveau virage avec le mouvement de réforme sociale du XIXe siècle, dans le contexte

de la colonisation britannique. Ce mouvement était centré sur des questions comme le remariage des veuves, le *sati*¹², les conditions des enfants veuves. Il s'agissait essentiellement de pratiques des castes supérieures et la réforme de la société indienne à cette époque était considérée comme une réforme des pratiques hindoues de la caste supérieure.

Des lois contre le *sati* et pour le remariage des veuves ont été adoptées avant le début du mouvement nationaliste, mais les dissensions concernant les questions du mariage des enfants et l'âge du consentement ont fait ressortir la nature véritable du régime colonial britannique et les positions patriarcales des nationalistes. En réaction à la description coloniale de la culture indienne comme étant barbare, deux tendances distinctes se sont profilées parmi les réformateurs et les nationalistes. Les modérés croyaient qu'il fallait réformer les pratiques traditionnelles, mais les traditionalistes ou les tenants du renouveau, qui craignaient de perdre le contrôle sur les femmes, ont inventé l'âge d'or de la civilisation védique et affirmé que les Britanniques n'avaient aucun droit de s'ingérer dans les questions relatives à la foi hindoue. Un de leurs arguments contre l'augmentation de l'âge du consentement au mariage des filles, pour le porter de 10 à 12 ans était que « *Hindoo society is so constituted that early marriage is a necessary institution for the preservation of our social order. Its abolition would destroy the system of joint family and caste [La société hindoue est ainsi constituée que le mariage précoce est une institution nécessaire pour préserver notre ordre social. Son abolition détruirait le système des castes et les familles conventionnelles]* »¹³. En réponse à une action judiciaire contre Rakhmabai, une femme cultivée, mariée dans son enfance et qui, en 1884, a refusé de vivre avec son mari sans éducation, le dirigeant nationaliste Bal Gangadhar Tilak, tenant du renouveau, a écrit que le mouvement d'éducation des femmes était la voie ouverte à « une attaque contre notre religion ancienne, sous couvert de Rakhmabai, en vue de castrer notre religion éternelle ». Les Britanniques, plus désireux de maintenir le régime colonial que de réformer le statut des femmes, ont cédé aux forces du renouveau. Le Child Marriage Restraint Act [loi de restriction du mariage des enfants] (1929) a été voté seulement sous la pression du mouvement naissant des femmes au début du XXe siècle.

La montée du nationalisme culturel et le refus de l'égalité des droits pour les femmes au nom de la religion et de la culture datent de cette période. La controverse entre les nationalistes libéraux et traditionnels a resurgi, concernant la réforme des lois civiles lors des débats à l'assemblée constituante dans les années 1950.

Le gouvernement de l'Inde indépendante a proclamé une politique visant à construire une nation démocratique et laïque, mais cette laïcité a été définie comme le respect égal de toutes les religions et non la séparation

de la religion et de l'État. Les droits des femmes dans la famille sont les principaux sacrifiés de cette définition. Des aspects majeurs de la vie des femmes, dont le mariage, le divorce, l'entretien, la garde des enfants, la tutelle et l'adoption, ainsi que les droits de propriété et d'héritage devaient être régis par les lois sur le statut personnel (code civil) des différentes communautés religieuses. La demande d'un code civil uniforme a été écartée en faveur du droit des communautés religieuses de pratiquer leurs propres traditions en matière de statut personnel. Dès lors, les femmes ont été considérées essentiellement comme des membres de leur communauté, non comme des citoyennes de l'Inde indépendante et l'État les a laissées affronter les forces fondamentalistes de leurs communautés respectives. Dans les années 1980, des femmes individuelles et le mouvement des femmes ont tenté à maintes reprises de s'opposer à la nature discriminatoire de plusieurs lois sur le statut personnel et plusieurs affaires importantes ont donné lieu à des débats et des campagnes de grande ampleur :

- Sarita a contesté un point de la loi hindoue sur le statut personnel concernant la demande de rétablissement des droits conjugaux par un mari si l'épouse refuse de vivre avec lui (haute cour d'Andhra Pradesh, 1983) ;
- Shehnaz Sheikh a déposé une requête contre plusieurs aspects des lois musulmanes sur le statut personnel, notamment le triple *talaaq* ou le divorce et la polygamie (cour suprême d'Inde, 1983) ;
- Mary Roy (cour suprême d'Inde, 1986) et Therasammal (haute cour du Kerala) ont toutes deux contesté les droits de propriété de la loi chrétienne sur le statut personnel ;
- Maki Bui et Sonamuni Kui ont contesté les droits de propriété dans les lois coutumières tribales (cour suprême d'Inde, 1986)¹⁴.

En réponse à la pression du mouvement des femmes, plusieurs aspects discriminatoires des lois hindoues sur le statut personnel ont été retirés par des amendements fragmentaires et les interprétations juridiques progressistes des tribunaux. Néanmoins, comme la logique générale de la loi hindoue sur le statut personnel est toujours basée sur les normes familiales hétérosexuelles et patriarcales, la lutte se poursuit pour l'égalité des droits des femmes dans le foyer conjugal, la tutelle et la garde des enfants et certains aspects des droits de propriété, ainsi que l'acceptation d'autres formes de famille et de relations de cohabitation.

La lutte pour un droit civil équitable en matière d'égalité des sexes a connu un revers important quand la question des droits des femmes a été communautarisée dans l'affaire controversée de Shah Bano. Le mari

de Shah Bano, une musulmane de 62 ans, en avait divorcé en 1978. Pour assurer son entretien, elle s'est adressée à la cour suprême au titre du paragraphe 125 du code de procédure pénale, qui est applicable à toutes les communautés. Statuant en sa faveur, la cour suprême a observé également la nécessité d'un code civil uniforme. La formulation du jugement a suscité la controverse dans tout le pays. Les groupements de femmes et les musulmans/es progressistes soutenaient le jugement, mais des éléments fondamentalistes s'y sont opposés, affirmant que c'était un danger pour l'islam. Les fondamentalistes musulmans/es ont organisé des protestations et une série de manifestations violentes, et Shah Bano a été forcée de retirer sa plainte. Entre-temps, la droite hindoue s'est efforcée de faire passer toute la communauté musulmane pour rétrograde et opposée aux droits des femmes. En 1986, le gouvernement du parti du Congrès a approuvé le Muslim Women's (Protection of Rights upon Divorce) Act [loi (de protection des droits en cas de divorce) des femmes musulmanes], excluant ainsi les femmes musulmanes divorcées des droits laïcs garantis par le code de procédure pénale. Cette initiative a été contestée par la droite hindoue, estimant qu'il s'agissait d'une preuve que le Congrès cherchait à apaiser la communauté musulmane.

Réponse de Sahiyar

Depuis sa création en 1984, Sahiyar qui fait partie du mouvement autonome des femmes s'engage dans la lutte contre les lois familiales discriminatoires dans toutes les religions. Nos stratégies portent sur les questions les plus litigieuses des lois sur le statut personnel des communautés minoritaires, en particulier la loi musulmane sur le statut personnel.

Quand Shehnaz Sheikh a contesté des aspects discriminatoires de la loi musulmane sur le statut personnel, Sahiyar a proposé son aide et participé à une campagne de signatures en sa faveur. De même, pendant la controverse de l'affaire Shah Bano, nous avons publié une déclaration dans la presse et organisé une manifestation publique pour appuyer sa requête et nous élever contre la communautarisation des questions féminines par les fondamentalistes des deux communautés. Lors de notre manifestation, nous avons posé une question clé : « Pourquoi les fondamentalistes hindous/es qui restent silencieux à propos des injustices à l'égard des femmes hindoues, font-ils tant de battage concernant les droits de Shah Bano ? ». À l'aide de spectacles de rue et d'affiches, nous avons rappelé à la population que les mêmes forces fondamentalistes hindoues avaient récemment soutenu le *sati* (crémation d'une jeune veuve) de Roop Kanwar, 18 ans, lors d'un grand festival au Rajasthan, et continuent à garder le silence concernant les meurtres pour dot, alors que 16 femmes au moins meurent de mort non naturelle chaque jour au Gujarat. Nos campagnes se sont opposées au Muslim Women's (Protection of Rights

upon Divorce) Act [loi (de protection des droits en cas de divorce) des femmes musulmanes], qui refuse aux femmes musulmanes divorcées le droit à l'entretien et ont demandé aux fondamentalistes hindous/es comment ils/elles pouvaient considérer que c'était une preuve d'apaisement de la communauté musulmane, alors que les femmes, qui constituent la moitié de ce groupe, étaient sur le point de perdre leurs droits.

Lutte pour un code civil équitable en matière d'égalité des sexes

Nous nous sommes heurtés/es à de grandes difficultés dans la lutte pour un code civil laïc équitable en matière d'égalité des sexes, notamment l'absence de leadership libéral fort dans la communauté musulmane. Ce peut être dû à l'émigration au Pakistan d'une partie de la classe moyenne musulmane cultivée au moment de la partition.¹⁵ Depuis, en raison de la discrimination systématique et des préjugés de classe, ceux et celles qui sont restés/es en Inde prennent leurs distances avec l'identité musulmane et soutiennent les initiatives progressistes, laïques plutôt que religieuses. Les quelques alternatives libérales radicales issues de la communauté musulmane émanent non de l'élite, mais souvent des classes moyennes inférieures ou des classes ouvrières et il leur faudra du temps pour gagner du terrain en raison du faible niveau d'éducation et d'autres exclusions auxquelles se heurtent les minorités musulmanes.

Avec la montée de la violence communautaire, précédée et suivie d'une propagande de haine par la droite hindoue, la communauté musulmane doit faire face à la perte de vies et de biens, ainsi qu'à l'érosion de ses droits civils. La confiance des musulmans/es dans la volonté de l'État de protéger leurs droits se dégrade. Au fil des années, dans le cadre de la stratégie électorale qui consiste à traiter la communauté musulmane comme un réservoir de voix, les principaux partis politiques ont privilégié les dirigeants orthodoxes et religieux pour représenter leur communauté. L'État indien, les médias et bien sûr la droite hindoue éclairent volontiers et favorisent cette direction fondamentaliste au détriment des éléments plus progressistes. Les fondamentalistes musulmans/es sont ainsi en mesure d'empêcher le changement positif qu'ils/elles qualifient d'« attaque contre notre religion » et les femmes sont donc confrontées au triple *talaaq* (divorce unilatéral), au *purdah* (ségrégation entre les sexes), à la polygamie et à plusieurs autres formes d'injustice et d'absence de contrôle de leur vie quotidienne.

Un autre grand défi est que les fondamentalistes hindous/es ont coopté la demande d'un code civil uniforme. Les forces Hindutva n'ont jamais présenté de projet, mais les laïcs/laïques et les groupes minoritaires craignent légitimement que leur campagne ne vise à imposer une

structure familiale fondamentaliste hindoue à toutes les communautés plutôt que d'élaborer un code laïc et équitable en matière d'égalité des sexes.

Dans ce contexte, le mouvement des femmes est divisé quant à la stratégie de réforme juridique des lois sur le statut personnel des communautés minoritaires. Nombreux/euses sont ceux et celles qui ont l'impression que notre demande d'un code civil uniforme ne sera interprétée que comme une tentative d'imposer la loi hindoue. D'autres affirment que pour distinguer notre campagne de celle de la droite hindoue, nous devons demander clairement un « code civil laïc équitable en matière d'égalité des sexes » et pas seulement « uniforme », car ce dernier pourrait simplement subordonner de la même façon les femmes de toutes les communautés.

Des questions identitaires et de qui a le droit de demander le changement se sont également posées au cours des débats. Beaucoup ont le sentiment que le mouvement féministe traditionnel est dominé par les groupes et les femmes non musulmans/es et ne doit donc pas intervenir dans la politique interne de la communauté, parce que la réforme ne peut venir que de l'intérieur. Le contre-argument affirme toutefois que la stratégie de réforme de l'intérieur laisse les femmes seules pour lutter contre les forces fondamentalistes patriarcales dans leur propre communauté. En effet, les forces fondamentalistes de toutes les communautés, bien qu'elles s'affrontent mutuellement à des fins politiques, sont unies dans leurs attitudes patriarcales à l'égard des femmes.

Une autre question litigieuse au sein du mouvement des femmes est de savoir s'il faut exiger les droits accordés aux femmes par la religion ou aller au-delà. Une partie affirme que nous devons propager des interprétations religieuses féministes et formuler nos exigences en utilisant la terminologie religieuse, pour attirer plus de femmes et susciter moins d'opposition fondamentaliste. Ceux et celles qui ne partagent pas ce point de vue affirment que les droits prévus par les religions sont intrinsèquement limités, puisque toutes les religions organisées définissent et perpétuent le statut secondaire des femmes. À leur sens, la demande de changement doit, au contraire, se baser sur les valeurs universelles des droits humains et des droits des femmes. Il y a également quelques groupes, dont Sahiyar, qui s'efforcent de travailler sans dichotomiser ces stratégies.

Pour débattre de ces questions et promouvoir l'agenda des droits des femmes dans les communautés musulmanes, Sahiyar a adhéré au Muslim Women's Rights Network [Réseau des droits des femmes musulmanes]. Créé en 2000, ce réseau national a pour objectifs :

- De sensibiliser aux droits des femmes musulmanes au sein de la communauté musulmane ;

- De susciter le débat et la discussion sur la réforme juridique pour les femmes musulmanes ;
- D'œuvrer à une législation équitable en matière d'égalité des sexes pour les femmes musulmanes ;
- De conclure des alliances avec des organisations de femmes pour promouvoir les droits des femmes musulmanes ; et
- D'appuyer la lutte contre le communautarisme et le fondamentalisme

Sahiyar a adhéré au Muslim Women's Rights Network [Réseau des droits des femmes musulmanes] dès sa création. C'était une décision importante pour nous, parce que notre organisation œuvre pour les droits des femmes, quelle que soit leur communauté, et non spécifiquement pour les femmes musulmanes. Parmi les questions que nous nous sommes posées : « Pourquoi adhérer à ce réseau ? » « Avons-nous besoin d'un réseau distinct par identité religieuse ? » « Cela ne mènera-t-il pas à des dissensions au sein du mouvement ? »

La décision d'adhérer traduit notre conception du mouvement des femmes en Inde. Nous étions d'avis que les préoccupations et les perspectives des femmes des minorités religieuses et dalites ne sont pas bien représentées dans le mouvement féministe traditionnel, principalement composé de femmes nées dans la communauté hindoue. Créer un espace pour exprimer ces préoccupations ne diviserait pas le mouvement, mais l'enrichirait et le rendrait plus inclusif. L'existence de lois sur le statut personnel basées sur la religion nécessite également un débat et une discussion concernant les expériences des femmes des différentes communautés religieuses. Nous estimons qu'il n'est pas stratégique de fragmenter notre lutte contre les forces patriarcales en laissant les femmes des différentes religions se battre seules dans leur communauté. Il incombe à tous/tes les activistes de soutenir ces initiatives.

Quand nous avons commencé à travailler de façon soutenue avec les femmes des zones musulmanes après 2002, la plupart des membres de notre groupe de base étaient hindous/es de naissance et les tentatives de braver les fondamentalistes au niveau de la communauté auraient suscité des questions concernant notre autorité pour aborder les problèmes des femmes musulmanes. Mais le réseau a donné aux femmes de terrain musulmanes l'occasion d'interagir avec d'autres femmes musulmanes activistes et l'impact a été très différent. Notre idée d'envoyer des activistes d'autres communautés participer aux réunions du réseau avec des femmes musulmanes a permis de mieux comprendre leurs réalités et les femmes ont

gagné en force parce que beaucoup d'autres dans le pays luttent contre les forces fondamentalistes. Le réseau était également un cadre de formation utile pour apprendre les différents points de vue dans la lutte contre les forces fondamentalistes communautaires au sein de la communauté.

De nombreux groupes qui travaillent à ces questions ont participé avec enthousiasme au réseau. Plusieurs réunions, programmes et discussions ont eu lieu dans différentes parties du pays, pour élaborer un modèle de *nikaahnama* (contrat de mariage musulman) et entamer des discussions concernant les lois sur le statut personnel, le rôle du Muslim Personal Law Board [Office musulman du droit de la personne] et d'autres questions. Comme de plus en plus de groupes de femmes et d'ONG adhéraient au réseau, le débat sur la stratégie s'est intensifié. Une partie des femmes voulaient des interprétations religieuses dans une optique de femmes. D'après elles, le Coran donne aux femmes de nombreux droits (certaines les disaient même égaux) et il faut d'abord demander ceux-là. Beaucoup de femmes soutiennent la réforme dans les limites de l'islam, parce qu'elles pensent obtenir ainsi le soutien de la communauté, mais d'autres ne veulent pas cantonner leur lutte aux droits accordés par l'islam. Le débat en est arrivé au point où celles qui défendaient la réforme dans les limites du Coran ont constitué un réseau séparé au niveau national, donnant lieu à la mise en œuvre de processus parallèles dans le mouvement pour les droits des femmes musulmanes et à l'absence d'initiatives coordonnées. Sahiyar est d'avis que ces stratégies ne doivent pas être considérées comme s'excluant mutuellement dans un réseau de diverses organisations de contextes, traditions et situations locales différents, mais plutôt que le réseau doit faire place aux deux.

Avec l'intensification de la violence communautaire, plusieurs organismes donateurs ont soutenu les efforts de paix et de justice pour les victimes d'affrontements. De ce fait, de nombreuses femmes musulmanes ont commencé à travailler avec les ONG, sur le terrain. La plupart d'entre elles sont les premières femmes de leur famille à sortir de leur rôle traditionnel. Si elles sont plus à l'aise en travaillant dans les limites de l'islam, les organisations féministes doivent être ouvertes à cette stratégie, tout en s'inspirant des connaissances acquises au fil des années grâce au travail dans le cadre des droits humains et des droits des femmes. Souvent sous-estimées, les femmes de terrain ont pourtant une position plus radicale contre les forces fondamentalistes que ce que peuvent supposer les dirigeants/es d'ONG. Leur notion du féminisme leur vient de leur expérience de la vie quotidienne et leur résistance aux restrictions fondamentalistes à la mobilité des femmes est souvent essentielle pour leur simple survie. Aux réunions du réseau, nous avons soutenu qu'il doit y avoir un espace de débat et de saine discussion, où nous pouvons convenir d'un programme minimum commun et continuer à travailler dans l'optique de nos propres organisations. Au sein de Sahiyar, nous cherchons à mettre les

femmes de terrain et les activistes en contact avec plusieurs points de vue concernant la réforme des lois sur le statut personnel.

Pour souligner la nature patriarcale et discriminatoire des lois sur le statut personnel de toutes les communautés et recentrer le débat sur la nécessité d'un code civil laïc équitable en matière d'égalité des sexes, Sahiyar explore la possibilité d'actions en justice d'intérêt général avec deux organisations de femmes basées à Mumbai (Bombay), Awaaz-e-Niswan et le Forum Against Oppression of Women [Forum contre l'oppression des femmes].

Idéologie et violence communautaire : contexte historique

Le défi des forces communautaires est préoccupant depuis les années 1980, mais il remonte au régime colonial britannique avant l'indépendance. Malgré quelques indications de conflits entre les différentes communautés pendant la période précoloniale, c'est le régime colonial qui a changé la nature des relations par une politique communautaire. L'État colonial a encouragé le développement de l'identité sur la base de la communauté religieuse, par le dénombrement de la population en fonction de la religion, les dispositions légales distinctes basées sur des textes religieux et une représentation électorale conforme aux tendances religieuses. La constitution d'organisations comme la Muslim League [Ligue musulmane] (1906), la Hindu Mahasabha [Assemblée entièrement indienne et hindoue] (1907) et le RSS [Association des volontaires nationaux] (1925) date du début du XXe siècle.

Le mouvement nationaliste contre le régime colonial a été contaminé par la politique communautaire. La mobilisation basée sur les identités en fonction de la communauté et l'usage de symboles religieux au nom de la culture ont créé un terrain fertile pour la politique communautaire. La combinaison de la politique 'diviser pour régner' des Britanniques et de la politique communautaire naissante a donné lieu à la scission du pays au moment du transfert du pouvoir. La partition de 1947 a marqué le début des pires violences communautaires de l'histoire du sous-continent (massacres, pillages, viols et enlèvements de femmes), qui ont laissé une marque indélébile sur le psychisme des gens.

Juste après l'indépendance, une croissance économique raisonnable, l'inclusion de divers secteurs dans le partage du pouvoir et l'espoir d'une vie meilleure pour la population de l'Inde indépendante ont contribué à une relative harmonie entre les différents groupes



religieux. La droite hindoue n'a guère pu élargir sa base de partisans/es pendant cette période, parce que l'implication de Nathuram Godse, membre du RSS, dans l'assassinat du Mahatma Gandhi en 1948 a suscité une désapprobation généralisée du mouvement.

Pendant cette période, les principaux partis politiques ont continué à utiliser les identités communautaires en politique électorale entretenant ainsi les dissensions. Vers la fin des années 1960 et au début des années 1970, les politiques économiques de la classe dirigeante n'ont pas donné satisfaction aux classes sociales marginalisées et on a vu apparaître partout en Inde des mouvements de paysans, d'ouvriers, des mouvements tribaux et d'étudiants.

En 1975, la première ministre Indira Gandhi a décrété l'état d'urgence, avec des violations graves des droits démocratiques et civils, qui ont donné lieu à des protestations de grande ampleur. Lors du réalignement des forces politiques dans la lutte contre le régime autocratique, le Jan Sangh, le front politique de la droite hindoue, qui faisait partie du front commun contre l'urgence, a gagné en crédibilité. La lutte s'est terminée par le renversement du gouvernement d'Indira Gandhi, remplacé par le gouvernement Janata où le Jan Sangh avait un rôle majeur. Les réels problèmes de pauvreté et de chômage sont restés sans solution, mais les classes dirigeantes ont pu contenir les mouvements populaires en renforçant la division par caste et selon des lignes communautaires. Depuis les années 1980, le gouvernement du Congrès séduit ouvertement les hindous/es dans un domaine et écoute les forces fondamentalistes musulmanes dans un autre. Par exemple, l'adoption du Muslim Women's (Protection of Rights upon Divorce) Act [loi (de protection des droits en cas de divorce) des femmes musulmanes] a été perçue par certains comme une façon d'apaiser les fondamentalistes musulmans après l'affaire Shah Bano, tandis que la destruction de la mosquée Babri à Ayodhya, une structure contestée, répondait aux demandes des fondamentalistes hindous/es.

L'ascendant de la droite hindoue n'a cessé de progresser avec la dégradation de la situation économique et l'affaiblissement de la résistance populaire sous la pression de la politique de castes et d'identité communautaire. Après 1985, le pays a connu des troubles communautaires dans plusieurs régions. La mobilisation par les forces Hindutva sur la question d'Ayodhya à la fin des années 1980 a débouché sur la démolition en 1992 de la mosquée Babri, un édifice du XVI^e siècle que la droite hindoue revendiquait comme étant le lieu de naissance de Lord Rama, *Ram Janmabhoomi*. Cette démolition a déclenché une série d'affrontements communautaires dans l'ensemble du pays, causant la mort de plus de 2 000 personnes. Les pires violences communautaires ont eu lieu à Mumbai (Bombay) et à Surat au Gujarat. Elles ont touché Vadodara aussi.

Réponse de Sahiyar

En 1985, Sahiyar était une jeune organisation constituée par des étudiants/es universitaires, dont les membres étaient issus/es principalement des castes supérieures de la classe moyenne. Après de longs débats houleux, nous avons décidé de soutenir les groupes dalits contre l'agitation. La similitude du statut des Dalits/es et des femmes dans le patriarcat brahmanique était notre terrain d'entente. Nous ne pouvions offrir qu'un soutien symbolique, parce que nous étions une petite organisation de bénévoles, mais il était important pour nous d'adopter cette position idéologique.

Notre première action contre la violence communautaire date de la même année quand, avec d'autres groupes animés du même esprit, nous avons organisé un festival de théâtre de rue dans les quartiers affectés par les affrontements à Vadodara. Plusieurs groupes culturels progressistes de tout le pays ont été invités à présenter leurs pièces. La présentation de spectacles de groupes culturels éminents a incité les communautés hindoue et musulmane à y assister. Pour la première fois depuis les affrontements dans leur localité, elles y ont assisté ensemble.

Dans les années 1990, la domination des forces Hindutva s'est accrue dans la vie politique et sociale du Gujarat. En septembre 1990, à l'occasion du festival hindou de *Ganesh Visarjan*, Vadodara a connu ses pires affrontements. Pendant la procession du festival et en plein jour, les dirigeants élus du BJP ont procédé à une attaque en règle contre un quartier musulman en présence de la police et de milliers de gens. La mosquée historique de Juma a été attaquée aussi. Plutôt que d'agir pour empêcher la violence, la police a vidé quelque 80 chargeurs dans la petite zone musulmane pour empêcher les résidents de sortir protéger leurs biens ou la mosquée. Un ministre du gouvernement de l'État du Gujarat a personnellement dirigé les tiers de la police. La couverture par la presse vernaculaire a donné une image faussée des événements, affirmant que les musulmans avaient attaqué en premier.

Sahiyar et quatre autres organisations (Vadodara Kamdar Union (un syndicat), Swashrya (une organisation de femmes), Parivartan (une organisation culturelle) et Inqilabi Communist Sanghathan (un groupement trotskiste) se sont rendues dans les zones touchées pour évaluer la situation et préparer un rapport circonstancié des événements. Des femmes de la zone minoritaire étaient perturbées et traumatisées par les événements, et le rôle partial de la police. Lors de certains incidents, des femmes avaient sauvé et soutenu les femmes et les filles d'autres communautés, mais les médias ont passé ces faits sous silence. Pour contrer la campagne de dénigrement des forces Hindutva et de la presse communautaire, nous avons publié une série de petits feuillets relatant les faits, précisant le rôle de la police et des dirigeants politiques, reprenant notre analyse de la politique

communautaire et des récits de première main de femmes des deux communautés qui se sont mutuellement protégées et soutenues.

Pour encourager la réflexion critique, la série de tracts était intitulée « Know the Truth... Think Serenely [Sachez la vérité... réfléchissez sereinement] ». Chaque feuillet reprenait d'abord l'expérience vécue par des femmes (anonymes), dans leurs propres termes pour assurer l'authenticité du message. Le premier tract parlait de la peur, de l'insécurité et de l'impuissance qu'avaient ressentie les femmes des minorités attaquées par la foule et le rôle de la police dans les violences. Le deuxième abordait le rôle des rumeurs pour susciter des malentendus et la méfiance entre les communautés. Le troisième relatait l'expérience d'une fille hindoue piégée dans une émeute alors qu'elle rendait visite à une amie musulmane. La fille hindoue racontait l'attaque de la maison de son amie par des fanatiques hindous/es, ajoutant que la famille de son amie l'avait protégée et fait le nécessaire pour qu'elle puisse rentrer chez elle en toute sécurité, alors que leur propre maison était la cible de tirs. Le feuillet racontait aussi que cette jeune hindoue avait rendu la pareille en offrant d'héberger la famille musulmane quand elle lui a rendu visite le lendemain et constaté que les affrontements l'avaient laissée sans toit. Pour replacer l'histoire de la jeune fille dans le contexte plus large des événements et déjouer la propagande communautaire, nous avons fait suivre son témoignage d'un commentaire concernant le rôle joué par la police, les politiciens et les forces communautaires, et l'impact de la violence sur les personnes. Enfin, nous avons appelé les gens à ignorer les rumeurs et la propagande, et à rester unis contre les forces communautaires.

Les tracts étaient écrits en gujarati, en langage simple, et les activistes ont distribué 2 000 exemplaires de chaque tract dans toutes les zones touchées, ainsi que sur les marchés, au terminus des bus urbains et à d'autres endroits très fréquentés. Nous avons été bien accueillis/es dans les quartiers peuplés par les minorités qui avaient l'impression que nous donnions leur version des faits. Dans beaucoup de quartiers musulmans, les gens sont sortis de leur maison pour nous parler et nous faire part de leurs sentiments et de leur colère. La distribution des tracts se transformait donc souvent en réunion de coin de rue. Dans les quartiers hindous, nos efforts ont dérangé les dirigeants de la communauté et la réaction a été tiède. Certains/es jeunes hindous/es ont essayé de nous intimider et d'empêcher nos activistes de distribuer les tracts dans leurs quartiers.

Sahiyar a assuré le suivi de cet effort en menant une petite étude, en collaboration avec le Women's Studies Research Centre [Centre de recherche en études féminines] de l'université Maharaja Sayajirao. Nous avons interrogé des femmes des communautés hindoue et musulmane pour comprendre leur point de vue sur la violence et planifier une stratégie contre le communautarisme.

Retour de flamme

En réaction à notre campagne intense des mois suivant les affrontements, les forces communautaires hindoues, associées au BJP ont entamé une campagne de diffamation¹⁹ demandant pourquoi Sahiyar, une organisation de femmes, s'impliquait dans les questions de violence politique et communautaire. Dans leur esprit, nos activités devaient se limiter aux « questions féminines » comme la dot, le viol ou les consultations familiales. Ces groupements ont tenté de semer la peur parmi nos membres ; l'une d'elles, une avocate s'est rapprochée du BJP et a été incitée par ses dirigeants/es à désorganiser nos activités. Nous avons observé qu'elle ne participait à aucune activité contre la violence communautaire et objectait à ce travail lors de nos réunions. Ne parvenant pas à convaincre la majorité de nos membres ni à les empêcher de s'engager dans les questions communautaires, elle a commencé à lancer des accusations fondamentalistes courantes contre nous, nous qualifiant de féministes occidentalisés/es sans respect pour notre culture et notre religion et affirmant que les pays arabes nous versaient des fonds pour soutenir les musulmans/es. Elle a publié ces accusations dans les journaux locaux et a porté plainte contre nous au bureau du Charity Commissioner [Commissaire aux organisations caritatives], nous accusant sans raison de comptabilité frauduleuse.

Après cette campagne de dénigrement, les forces Hindutva ont mobilisé leur aile estudiantine, Akhil Bhartiya Vidhyarthi Parishad (ABVP), pour organiser un rallye le 8 mars, journée internationale de la femme, dont l'endroit et l'heure coïncidaient avec un événement que nous avions prévu. En interprétant cette initiative comme une attaque non seulement contre les droits des femmes, mais contre les fondements mêmes de la démocratie, nous avons projeté une réponse stratégique et cherché à conclure l'alliance la plus vaste possible sur la question de la violence communautaire. Nous avons envoyé des lettres et lancé des appels personnels aux syndicats, aux organisations culturelles et à toutes les organisations progressistes, ainsi qu'aux partisans/nes avec lesquels/les nous avons travaillé pendant les affrontements communautaires et dont nous avions, nous aussi, soutenu les luttes. Nous avons mis en place un programme efficace à proximité de la mairie, avec des affiches, des slogans et des chants pour les droits des femmes, les droits humains et l'harmonie communautaire. Quelque 1 000 personnes y participaient. L'ABVP ne s'attendait pas à une telle affluence. Une centaine de ses membres sont passés devant le site de notre programme et ont organisé leur réunion à proximité.

Ensuite, nous avons tenu une réunion largement annoncée et invité toutes les organisations progressistes et de femmes du Gujarat et du Maharashtra à un événement d'une journée entière, afin d'examiner pourquoi les femmes doivent lutter contre le communautarisme et le fondamentalisme. Des représentants de 36 organisations ont participé et coordonné une

manifestation publique au cœur de la ville ce soir-là. Des tracts ont été distribués au public expliquant pourquoi les femmes et les organisations de femmes s'opposent au communautarisme et au fondamentalisme. Le feuillet était rédigé en gujarati simple pour que les hommes et les femmes ordinaires puissent comprendre le problème, et une strophe émouvante d'un poème hindi²⁰ le préfaçait :

Si vous pouvez dormir dans la pièce voisine alors que le reste de la maison est en feu, si vous pouvez chanter alors qu'il y a un mort dans votre maison, si vous pouvez prier en toute quiétude alors que des corps pourrissent dans votre maison, ce feuillet ne vous est pas destiné.

L'exergue était suivi des mots de femmes touchées de plusieurs façons par les troubles communautaires : « Qu'en est-il de notre subsistance ? De notre avenir ? Où allons-nous ? »

Avec des exemples observés pendant le travail de terrain, nous avons également montré que les travailleurs/euses journaliers/ères et les vendeurs/euses ne pouvaient pas gagner leur vie en raison du couvre-feu dans la ville et que le contrôle des femmes et des filles augmente après des troubles communautaires, limitant les possibilités d'éducation, de carrière et de subsistance des femmes. Notre analyse utilisait des mots simples pour expliquer que, parce que les femmes sont considérées comme la propriété de la communauté et le symbole de sa fierté, les agressions sexuelles sont des outils pour violer « l'honneur » et les « biens » de « l'autre » communauté. À l'aide d'exemples du passé, nous avons décrit l'impact à long terme de l'augmentation du contrôle fondamentaliste sur la vie quotidienne des femmes. Nous avons également examiné les véritables problèmes que doit affronter le grand public, notamment les femmes, comme l'inflation, le chômage, la pauvreté et l'effet diviseur du communautarisme sur notre lutte conjointe contre ces problèmes. Le feuillet concluait par un appel aux femmes à affirmer leur identité en tant que femmes et êtres humains, plutôt que comme hindoues, musulmanes, chrétiennes ou sikhes²¹ et à résister aux forces communautaires et politiques qui se servent de la religion à des fins politiques et personnelles.

Pour contrer les rumeurs de mauvaises pratiques financières de Sahiyar, nous avons fait savoir que, comme nous sommes une organisation publique, nos comptes sont transparents et que tout le monde peut consulter nos livres comptables pendant la manifestation publique.

La stratégie d'action offensive à l'égard des forces de droite, tout en gardant notre confiance aux gens ordinaires, a été payante et nous avions

même la sympathie de la presse vernaculaire, généralement communautaire, dans sa couverture de l'événement.

Violence de 1992

La violence communautaire qui a éclaté à Surat à la suite de la destruction de la mosquée Babri en 1992 préfigurait les incidents qui allaient se produire dans tout le Gujarat en 2002. La participation visible des femmes hindoues à la violence a été observée lors des affrontements de Surat. Dans certains cas, des femmes ont aidé et sauvé des femmes d'autres communautés au prix de leur propre sécurité, mais la majorité des femmes s'identifiaient à et agissaient pour le compte de leur propre communauté religieuse.

Lors de ces affrontements, des femmes musulmanes ont été violées, mutilées, exhibées nues et brûlées vives, mais la presse a occulté la brutalité des violences à leur encontre. Ce silence reflète deux grandes questions relatives au pouvoir croissant des forces communautaires et fondamentalistes dans la vie publique et la politique. Premièrement, l'idéologie communautaire est omniprésente dans l'esprit de la plupart des journalistes et rédacteurs de la presse vernaculaire et, deuxièmement, la menace d'agression physique par les forces fondamentalistes et leur impunité juridique, s'entend au sens large.

Sahiyar est l'une des rares organisations qui sont allées à Surat et ont mené des enquêtes, avec l'aide de femmes activistes locales. Un bref rapport d'enquête a été dressé en anglais et en gujarati. Il était important d'avoir une version anglaise à remettre aux organes de l'État comme la National Women's Commission [Commission nationale pour les femmes], la Human Rights Commission [Commission des droits humains] et à des personnes extérieures à l'État du Gujarat. Le rapport en gujarati permettait une large diffusion locale au Gujarat. La méthode et les différents modes de diffusion ont été soigneusement étudiés aussi pour toucher différentes couches de la population, parce que pour la plupart, les gens n'avaient pas conscience de l'ampleur, de l'intensité et de la brutalité des événements en raison de la couverture médiatique partielle. Nous avons organisé plusieurs rencontres sur le campus universitaire, réunissant les enseignants et les étudiants, pour nous montrer solidaires avec les survivants/es et obtenir l'engagement de la population en la matière. Avec un mémorandum adressé au Home Ministry [ministère de l'intérieur] et à la National Women's Commission [Commission nationale pour les femmes], nous avons mené une vaste campagne de signatures demandant la justice et la réhabilitation des victimes de Vadodara et à l'échelon national. Ces efforts sont parvenus à faire pression sur la National Women's Commission [Commission nationale pour les femmes], pour qu'elle vienne en visite à Surat.

Nous avons publié un tract de deux pages pour faire part des expériences des femmes victimes d'atrocités sexuelles et avons préparé un spectacle de rue pour émouvoir la majorité hindoue et faire part de notre vision féministe des événements. La pièce, *Aapane tolu bani gaya chhe [Nous sommes devenus/es une foule]*, exposait le sort des survivants/es en décrivant les événements réels de façon symbolique et avec très peu de mots, à l'aide de brefs dialogues et de chansons. Le message adressé à la communauté majoritaire était que nous ne nous rendons guère compte de l'impact de nos actes quand nous agissons en masse. Nous pouvons participer directement ou non à la violence contre une autre communauté, mais dans une foule, comme un troupeau de moutons, nous soutenons délibérément ou non les auteurs de violences ou ceux qui propagent l'idéologie de la violence. Nous essayons de cacher notre crime contre l'humanité derrière l'anonymat d'une foule et, ce faisant, nous perdons notre humanité. Le message adressé aux femmes était qu'en gardant le silence au sujet des atrocités commises contre des femmes d'autres communautés, elles pouvaient être les prochaines à les subir. Surtout, il importe d'affirmer notre identité de femmes et d'êtres humains plutôt que celle de membres de l'une ou l'autre communauté religieuse.

Ces activités ont été organisées en dehors de Surat, parce que nous n'avions pas de base dans cette ville et que, de l'avis de la plupart de nos contacts locaux, la mentalité communautaire de la majorité était trop profondément incrustée pour la braver. Nos actions dans ce cas n'ont pas suffi à obtenir la justice pour les victimes ou une sanction pour les auteurs/es, mais elles ont contribué à documenter le contexte ouvertement communautaire du pays et de l'État et à le troubler. Au final, ces interventions ont encouragé certains groupes locaux de Surat à combler le fossé entre les deux communautés religieuses. Le National Social Service [Service social national], une organisation de jeunes basée à l'université, a organisé un festival urbain de théâtre de rue sur l'harmonie communautaire et a invité plusieurs groupes laïcs, dont Sahiyar, à se produire dans les quartiers les plus sensibles où les communautés s'étaient entre-déchirées. Il y avait des appréhensions et des inquiétudes quant à la sécurité du programme, mais le succès notoire de ces séances publiques et la participation d'hommes, de femmes et d'enfants des deux communautés ont clairement montré qu'Hindutva ne pouvait pas se targuer d'une victoire totale sur les cœurs et l'esprit des gens.

Violence de 2002

Le 27 février 2002, un wagon a été incendié près de la gare de Godhra et 58 personnes ont été brûlées vives. L'incendie faisait suite à un conflit entre vendeurs/euses, des activistes musulmans et hindous de droite, à leur retour d'Ayodhya. La cause réelle de l'incendie est contestée et les responsables

doivent encore être traduits en justice, mais l'incident a été utilisé pour inciter à la haine et à la violence contre les musulmans dans les villes, petites et grandes, les villages et les zones tribales du nord et du centre du Gujarat. Le gouvernement et l'administration publique ont donné une série de justifications pour le carnage, le qualifiant de « réaction spontanée ». Leur franc soutien a fait sortir une foule nombreuse dans les rues, une première après un long passé de violence communautaire au Gujarat. Plusieurs jours durant, des milliers de gens armés ont attaqué, pillé et brûlé des maisons, des magasins, des *laaris* (charrettes à bras), des cabanes et des ateliers appartenant à des musulmans. Plus de 100 000 personnes ont perdu leur maison et leurs moyens de subsistance. Au moins 2 000 personnes sont mortes et un an après l'incident, il y avait toujours autant de disparus.

Une partie de la presse en langue vernaculaire a joué un rôle pour inciter à la violence, tandis que des rumeurs de viol de femmes hindoues étaient lancées pour justifier les agressions sexuelles brutales de femmes musulmanes. Beaucoup de femmes musulmanes ont eu leurs vêtements arrachés, ont été violées ou victimes de harcèlement sexuel en public. Plusieurs ont été brûlées vives pour détruire les preuves de viol collectif. Il est impossible de vérifier le nombre véritable de femmes victimes de violence sexuelle, parce que même en temps normal, les femmes ont du mal à dénoncer ces expériences. Dans ce contexte spécifique, il leur était presque impossible de dénoncer la violence parce que les responsables agissaient en toute impunité. Plusieurs femmes activistes et équipes d'investigations ont recueilli des informations concernant les expériences des femmes. Au moins 300 incidents de ce type ont été signalés dans différentes parties du Gujarat.

À Vadodara, les femmes n'ont pas dénoncé de viol, mais elles ont raconté leurs expériences de harcèlement sexuel grave par la police. Au cours de la deuxième vague de violence après le 15 mars, nous avons documenté plusieurs rapports de brutalités policières pendant des opérations arbitraires de ratissage²² des quartiers minoritaires. Les femmes étaient malmenées, traînées à l'extérieur et frappées par la police. Pour reprendre les termes d'une femme, l'expérience tenait du « viol verbal ». Les femmes enceintes étaient spécifiquement visées. Malgré des plaintes orales et écrites enregistrées par les organisations des droits humains dans les rapports d'enquête, aucun « procès-verbal de plainte » n'était enregistré contre les policiers en question dans les mains courantes²³ de la police.

La participation significative de femmes, de Dalits/es, de groupes tribaux et autres groupes marginalisés aux violences infligées aux musulmans/es est l'aspect le plus troublant des événements et constitue un défi majeur pour toute stratégie visant à s'opposer aux forces communautaires et fondamentalistes.

Réponse de Sahiyar

Pour répondre à la situation, Sahiyar s'est alliée avec une série de personnes et d'organisations progressistes pour former la People's Union for Civil Liberties [Union populaire pour les libertés civiques] et Shanti Abhiyan (PUCL-SA)²⁴. Des ressources humaines et financières ont été consacrées à ce forum pendant plusieurs mois après mars 2002. Les activistes au sein de la PUCL-SA ont formé un groupe de femmes très actives en vue d'intégrer les perspectives des femmes dans les activités du forum. Certaines organisations autonomes de femmes d'autres parties du pays, notamment Awaaz-e-Niswan, le Forum Against Oppression of Women [Forum contre l'oppression des femmes] (Mumbai) et Saheli (Delhi) ont apporté un soutien précieux. L'éventail des activités de la PUCL-SA comprenait :

Organisation de comités de paix

Des comités et des vigiles pour la paix ont été organisés dans les localités où nous avons une forte présence et des contacts avec les deux communautés. Au plus fort des affrontements, nos activistes sont allés/es dans les zones affectées et ont contacté des personnes des deux communautés pour s'assurer qu'elles ne lanceraient pas d'attaques. Nous avons également informé la police de notre présence et avons ainsi fait pression pour prendre les mesures immédiates afin de répondre à la menace d'une attaque extérieure. Ces actions ont créé une atmosphère de confiance et de franchise parmi les habitants et ont contribué à assurer la paix au milieu de la violence qui déferlait sur la ville et l'État.

Sensibilisation et organisation de manifestations

Le forum a organisé des dharnas (manifestations) pour la paix au début des violences. Le 8 mars, journée internationale de la femme, toutes les femmes associées au forum ont organisé une manifestation pour exiger la fin des affrontements. La protestation a fait savoir que certaines voix dans la ville ne garderaient pas le silence face aux troubles communautaires et au fondamentalisme religieux. Des activistes d'organisations de femmes et de syndicats, des universitaires, des artistes et des étudiants, ainsi que des femmes, des enfants et des hommes ont formé une chaîne humaine et fait le serment de lutter contre l'idéologie et la violence communautaires. De grandes manifestations ont été organisées dans plusieurs endroits publics, en collaboration avec des établissements d'enseignement, avec la participation d'enseignants/es et d'étudiants/es de plusieurs écoles.

Travail avec la police et l'administration

Nous avons fait office de groupe de pression et agent de liaison avec le commissaire de police pour assurer l'aide aux citoyens/nes. Il était pratiquement impossible pour le grand public de contacter la police en urgence, parce que les téléphones de la salle de contrôle étaient constamment occupés et la police ne prenait pas de mesures immédiates pour

prévenir les incidents violents. Pour faire pression sur le commissaire de police, une équipe d'activistes de renom de la PUCL-SA a organisé une réunion et offert des services bénévoles pour maintenir le calme dans la ville. Nous avons donné aux autorités les noms et numéros de téléphone de nos activistes de divers quartiers et demandé des laissez-passer pour nous déplacer dans les zones concernées après le couvre-feu. Nous avons promis que nos activistes communiqueraient des informations authentiques, mais en échange, nous attendions une action immédiate de la part de la police et de l'administration. Vu la réputation de la PUCL et des personnes de l'antenne de Vadodara en qualité de défenseurs/euses des droits humains, en contact direct avec la National Human Rights Commission [Commission nationale des droits humains]²⁵, les autorités ne pouvaient pas nous refuser les laissez-passer après le couvre-feu. Nous avons fait circuler certains de nos numéros de téléphone dans les zones concernées pour que les gens puissent nous contacter en permanence, comme un centre de crise. Nous avons également développé une stratégie pour inciter la police à agir sur nos informations. Nous avons décidé de communiquer tout par écrit plutôt qu'oralement ou par téléphone uniquement. Chaque appel téléphonique d'urgence était suivi d'un fax au bureau du commissaire, reprenant les détails de la conversation, l'empêchant ainsi de nier ou de déformer les faits par la suite. Nous avons conseillé aux personnes habitant dans les zones sensibles d'envoyer des fax aux commissaires de police avec copie à la PUCL-SA et à la National Human Rights Commission [Commission nationale des droits humains]. De cette façon, nous avons contribué à empêcher l'intensification des affrontements dans plusieurs cas.

Enquête et représentations auprès de différentes commissions

L'organisation de nos membres pour mener des missions d'enquête dans la ville et aux alentours était un objectif majeur de notre travail, au même titre que l'appui aux équipes d'enquête et aux journalistes d'autres régions pour obtenir des informations de première main concernant les événements. La PUCL-SA a préparé un rapport d'enquête intitulé *Violence in Vadodara [Violence à Vadodara]*, ainsi qu'un rapport distinct concernant les expériences des femmes, intitulé *At the Receiving End [Ceux et celles qui en on fait les frais]*.

Ces rapports ont été présentés devant plusieurs tribunes nationales et internationales des droits humains, notamment la National Human Rights Commission [Commission nationale des droits humains], la Editors' Guild of India [Corporation des journalistes d'Inde], au ministre de la défense George Fernandes, au président et au premier ministre d'Inde ainsi qu'à la National Commission for Women [Commission nationale pour les femmes]. Nous avons également organisé des audiences publiques du Concerned Citizens' Tribunal [Tribunal des citoyens concernés], présidé

par des juges de la cour suprême à la retraite et d'autres personnalités éminentes de Vadodara.

Soutien à l'International Initiative for Justice in Gujarat (IIJG [Initiative internationale pour la justice au Gujarat])

Nous avons soutenu l'initiative IIJG²⁶ pour développer une critique féministe de la justice et de la gouvernance démocratique dans le contexte du génocide au Gujarat. En décembre 2002, un panel international de juristes, d'activistes, d'avocats/es, d'écrivains/es et d'universitaires féministes du monde entier est venu en visite à Ahmedabad, Vadodara et dans les districts de Dahod et Panchmahals au Gujarat. Leur rapport, *Threatened Existence: A Feminist Analysis of the Genocide in Gujarat* [*Existence menacée : analyse féministe du génocide au Gujarat*], a été publié le 10 décembre 2003, journée des droits humains, à Bombay et plus tard à Vadodara par la professeure Uma Chakravati.

Travail d'aide et de réhabilitation

Vu l'apathie du gouvernement et le défaut de fournir une aide aux victimes de la violence, nous avons travaillé en étroite collaboration avec les organisateurs/trices de camps pour fournir une aide matérielle consistant par exemple en nourriture, en chaussures, vêtements et fournitures pour enfants. Nous avons aussi appuyé la réhabilitation en fournissant le matériel ménager de base et des moyens de subsistance.

Outre la violence directe, une des armes utilisées par le Sangh Parivar pour saper la force de la communauté musulmane était le boycott économique, une forme de « génocide lent ». Dans plusieurs cas où les employeurs/euses hindous/es avaient licencié les employés/es musulmans/es, nous les avons convaincus/es de reprendre ces employés/es. Dans quelques cas, notre intervention a été utile. Nous avons fait un travail de groupe de pression pour obtenir une aide de l'État à plusieurs reprises. Nos activistes ont également aidé les personnes concernées à remettre des 'First Information Reports' [procès-verbaux], en rédigeant des plaintes pour la police et les autres autorités, et en demandant réparation au gouvernement.

En plus de soutenir ce travail, Sahiyar a également assuré une aide spécifique pour les femmes. Nos bénévoles rendaient régulièrement visite aux femmes dans les villages de toile pour fournir un soutien émotionnel et des conseils, et a collecté des fonds spécifiques pour fournir du linge de corps et des articles sanitaires non compris dans les articles de première nécessité distribués.

La plupart des femmes cherchaient un travail traditionnel de subsistance comme la couture ou des travaux de tailleuse. Nous avons orienté ces femmes vers des organisations qui enseignent ces compétences. Dans le

cadre de ces programmes de subsistance, nous avons également encouragé les jeunes filles à acquérir des compétences non traditionnelles par une formation informatique.

Campagne de satyagraha contre l'injustice et les atrocités policières

Au cours des phases ultérieures des affrontements, à partir du 15 mars, les femmes ont fait l'objet de formes extrêmes de harcèlement, notamment de harcèlement sexuel, pendant les opérations policières de ratissage. Souvent cela se produisait quand les hommes avaient fui leurs maisons par peur de la répression policière. La police a refusé de nous donner des laissez-passer pour rendre visite aux localités sensibles après le couvre-feu et pourtant, les gens continuaient à nous téléphoner. Les femmes s'effondraient généralement au téléphone en racontant leurs histoires horribles et leur peur permanente de maltraitance. Comme aucune mesure n'était prise pour mettre fin à ces atrocités, la PUCLSA a protesté contre la brutalité policière par une lettre ouverte au commissaire de police.

Chaque jour, du 30 avril au 3 mai 2002, un groupe de femmes et d'hommes musulmans/es, avec des activistes du forum, ont bravé l'arrestation dans une marche martyre silencieuse, enfreignant pacifiquement le couvre-feu pour s'en remettre, sans armes, à la violence policière. Les hauts dirigeants disciples de Gandhi associés à Shanti Abhiyan ont suggéré la stratégie de *satyagraha* ou résistance non violente, utilisée par Gandhi contre les Britanniques dans la lutte pour la liberté. Nous avons convenu que c'était la seule façon de résister à la machine communautaire de l'État. L'argument d'« action et réaction » utilisé au départ par le ministre principal Modi pour défendre le génocide a été avancé pour opprimer les communautés minoritaires dans toutes les villes du Gujarat. Notre risque était calculé, parce que toute action d'autodéfense risquait de se retourner contre la communauté. Nous avons fait connaître l'action et les lettres ont envahi le bureau du commissaire de police, émanant de personnalités et d'organisations nationales et internationales de renom. En réponse à cette pression, le commissaire nous a rencontrés/es le quatrième jour de la marche et a promis d'enquêter au sujet des policiers incriminés.

L'impact le plus significatif de la manifestation est que beaucoup de femmes musulmanes sont sorties dans les rues pour la première fois de leur vie. L'expérience de l'arrestation a atténué leurs sentiments d'impuissance et de frustration, et le fait de se rebeller contre l'injustice leur a donné de l'assurance.

Partage de nos expériences et analyse

Pour éviter un autre « génocide du Gujarat » dans d'autres régions du pays, nous avons fait part de nos expériences et de notre analyse de la situation à un vaste public dans toute l'Inde, pour faire comprendre la

nature réelle du carnage et son impact sur les femmes et la démocratie laïque de la nation. Il y avait au Gujarat des centaines d'ONG qui œuvraient aux questions de développement et d'égalité entre les hommes et les femmes, mais une poignée seulement a publiquement pris position contre la violence et beaucoup ne voyaient pas le lien avec leur projet et/ou leur domaine. Dans de nombreux cas, les employés/es des ONG étaient eux/elles-mêmes victimes de la propagande communautaire. Beaucoup d'organisations ont tactiquement décidé de ne pas s'impliquer dans la question parce que le gouvernement de l'État, dirigé par le ministre principal Modi défendait le carnage et invoquait l'*asmita* (la fierté) du Gujarat, mais il accusait aussi ceux qui dénonçaient la violence d'être contre les Gujaratis/es et de soutenir des « criminels/les antinationaux/ales ». Dans ce contexte, il était important pour nous de donner des récits authentiques de ce qui se passait sur le terrain. La violence n'était pas une réaction spontanée, mais le résultat de longues années de travail de fond par les forces communautaires et fondamentalistes, présentes également dans d'autres États. Les forces Hindutva avaient affirmé que le Gujarat était leur laboratoire et elles ne manqueraient pas de répéter l'expérience dans d'autres endroits.

Nos représentants/es ont été invités/es à faire des présentations sur la question de la violence communautaire, en qualité d'orateurs, d'oratrices ou de personnes ressources, à l'occasion de plusieurs réunions publiques, programmes de formation, ateliers et séminaires. Nous avons également fait pression, avec d'autres, pour avoir un espace à la séance plénière de la 10^e National Conference of the Indian Association for Women's Studies [Conférence nationale de l'association indienne des études féminines] en octobre 2002. Il importait d'examiner la question non seulement avec des activistes et des organisations sociales, mais également avec des universitaires en mesure d'influencer le système d'enseignement.

Tentative de forger des liens

Nous nous sommes constamment efforcés/es de faire appel à la conscience des femmes de la communauté majoritaire, parlant de l'absence de condamnation sociale généralisée de la violence et du manque d'espoir de justice légale pour les survivant/es. Nous avons également exposé les conséquences graves à long terme du silence, qui affecteraient les femmes de toutes les communautés, notamment la normalisation de la violence faite aux femmes dans les familles et les endroits publics, l'usage de la violence pour régler de simples litiges et la brutalité dégradante de la violence sexuelle.

Le 8 mars 2003, nous avons invité plusieurs organisations à s'associer à la célébration de la journée internationale de la femme. Dix-neuf organisations ont participé à un programme commun contre toute forme de

violence, allant du déclin de la répartition par sexe, à la violence domestique, en passant par la violence sexuelle et communautaire. Plus de 500 femmes ont assisté au programme public.

Initiatives après 2002 : travail communautaire avec les femmes

Un résultat indirect de la crise de 2002 est l'émergence du leadership des femmes dans plusieurs collectivités musulmanes. Dans de nombreux cas, quand les hommes étaient arrêtés ou immobilisés par crainte des mauvais traitements policiers, les femmes assumaient l'entière responsabilité des familles. Beaucoup de jeunes femmes ont pu rencontrer des activistes des droits humains et des droits des femmes et travailler avec eux/elles, une expérience précieuse. Nous avons identifié et travaillé en étroite collaboration avec nombre d'entre elles en 2002, lors des missions d'enquête, des missions d'aide et de la campagne satyagraha. Un groupe informel s'est constitué parmi ces femmes dirigeantes, pour travailler en réseau avec Sahiyar et entre elles, pour se renforcer et se soutenir. Elles se sont engagées dans une série de questions de droits des femmes dont Sahiyar s'occupait et nous les avons appuyées pour aider la communauté à assurer le suivi des actions en justice et des demandes de réparation, et pour traiter avec l'administration et la police locale. Elles sont devenues notre lien avec la communauté touchée.

Les efforts de Sahiyar pour promouvoir l'harmonie communautaire ont pris un nouveau virage quand certaines de ces femmes nous ont contactés/es en février 2004. Aux derniers jours de Muharram (le mois de deuil Shia), une procession de commémoration du martyr du petit-fils du prophète Mahomet a été agressée et un jeune musulman est mort abattu par la police. Ensuite, de jeunes musulmans/es de la zone ont poignardé un/e jeune hindou/e. En une semaine, cinq innocents/es (trois musulmans/es et deux hindous/es) ont été tués/es à coups de couteau. Un de ces incidents s'est produit juste en dehors des maisons d'activistes musulmanes, qui étaient convaincues de devoir s'adresser aux femmes hindoues qui avaient perdu des membres de leur famille. Ce n'était pas chose facile, dans une atmosphère de méfiance totale et de rupture de communication entre les deux communautés. Après discussion, nous avons décidé d'aborder ces sentiments de façon systématique en contactant les femmes hindoues et musulmanes de plusieurs quartiers sensibles de la zone et en rédigeant une lettre pour offrir notre sympathie et partager le chagrin des femmes des deux communautés qui avaient perdu des êtres chers.

Plusieurs organisations ont été invitées aussi à participer aux efforts et 600 femmes de la communauté hindoue, musulmane, chrétienne et

autres ont signé cette lettre. Une équipe représentative a rencontré les femmes de chaque famille pour remettre la lettre et a reçu un accueil très positif. Le 14 avril 2004, jour férié d'Ambedkar Jayanti²⁷, une *mahila sammelan* (réunion de femmes) des signataires a été organisée et quelque 300 femmes de divers quartiers de Vadodara y ont participé. L'événement se composait non de longs discours d'experts ou de dirigeants, mais du récit des femmes de chaque zone. Elles ont parlé de leurs aspirations à la paix, la justice et la sécurité, elles ont protesté contre le chômage et les hausses de prix, et exprimé leur colère contre les partis politiques, les politiciens et la police qui avaient provoqué ou soutenu la violence communautaire et infligé des atrocités aux gens ordinaires. Les femmes ont défilé du lieu de la réunion jusqu'au centre-ville. À proximité d'une statue de Gandhi, nous avons évoqué le souvenir du Dr Ambedkar et sa contribution à l'inclusion des droits des femmes dans la constitution indienne. À la fin du programme, les femmes ont fait le serment d'œuvrer à la paix, l'harmonie et la justice, et de ne pas permettre à l'identité religieuse de l'emporter sur leur identité première de femmes et d'êtres humains.

Comme les troubles communautaires et autres crises font désormais partie de la réalité quotidienne de ces zones, les femmes doivent tenir compte de plusieurs aspects de l'État, comme la police, le système judiciaire et divers services publics. Elles sont confrontées également à des problèmes internes tels que la violence domestique et les conflits au sein de la communauté. Une initiative récente de premier plan est le programme Women's Leadership for Justice, Peace and Communal Harmony [Leadership des femmes pour la justice, la paix et l'harmonie communautaire]. Dans le cadre de ce programme, Sahiyar organise des formations pour les femmes dirigeantes de terrain des quartiers communautaires sensibles de Vadodara, pour leur permettre d'intervenir dans les situations de crise et résoudre les problèmes locaux, communautaires et de droits des femmes. Ces formations s'inscrivent dans une stratégie à long terme pour s'opposer aux systèmes de valeurs et aux structures sociales patriarcales. Les séances abordent des notions féministes ainsi que le fonctionnement collectif dans une organisation. Elles visent aussi à développer la compréhension du système judiciaire, des droits constitutionnels et fondamentaux, des lois sur le statut personnel, des stratégies pour combattre la politique communautaire et la violence, et dispensent des compétences pratiques. La première année de formation, les participantes ont pris de l'assurance, elles se sont attaquées à plusieurs problèmes communautaires, dont l'assainissement, l'eau et d'autres équipements collectifs, et ont obtenu la reconnaissance au sein de la communauté et des groupes de la société civile ainsi que des institutions publiques.

Le processus de formation reflète également une compréhension des pressions que subissent les organisateurs/trices et dirigeants/es dans

la vie publique, notamment celle des partis politiques pour participer à leurs campagnes, et la résistance des dirigeants masculins en place. Pour donner un réseau d'appui, les femmes ont constitué une organisation non officielle, Buland Awaaz (« voix puissante ») et un deuxième groupe de femmes suit actuellement les cours de formation.

Défis

Participation des femmes aux mouvements fondamentalistes

La participation significative des femmes en appui des forces fondamentalistes religieuses représente un défi important pour notre compréhension des stratégies fondamentalistes. Avec le renforcement des mouvements fondamentalistes et communautaires en Inde depuis les années 1990, le contrôle patriarcal sur la vie des femmes a adopté de nouvelles formes, notamment les attaques contre les relations ou les mariages interconfessionnels, l'imposition de codes vestimentaires et des restrictions à la liberté de mouvement, la communautarisation des cas de violence sexuelle et la pression des *fatwas*²⁸ sur les femmes, visant à résoudre les questions juridiques au sein de la communauté plutôt que par le système juridique officiel.

Malgré l'incidence négative des forces fondamentalistes sur leurs droits, les femmes participent et sont même les dirigeantes hardies de ces organisations, occupant souvent des plates-formes et des postes publics. Contrairement aux normes patriarcales en apparence, elles se sentent « autonomisées » par les mouvements fondamentalistes, mais leur légitimité dans les espaces publics n'existe que si elles défendent leurs hommes, leur famille et leur communauté. Si elles transgressent les limites de la famille, de la caste ou de la religion, les femmes sont confrontées à une violence extrême. En d'autres termes, les forces Hindutva encouragent les femmes à occuper les premières lignes pendant les actions violentes pour protéger leurs hommes, mais les femmes qui ont des relations ou une liaison avec les hommes d'autres communautés provoquent une violence brutale²⁹. Il est important pour nous d'approfondir notre compréhension des méthodes utilisées par les forces communautaires et fondamentalistes pour contrôler la liberté des femmes et de redéfinir notre discours pour permettre aux femmes de participer plus pleinement aux discussions relatives à l'égalité des sexes et au patriarcat.

Les forces fondamentalistes ont efficacement mobilisé des femmes



en utilisant les réunions et les symboles religieux. Ces dernières années, la mobilisation de grande ampleur par les festivals a considérablement augmenté et s'avère particulièrement attrayante pour les jeunes. Lors des célébrations massives, la démonstration publique de force donne un sentiment de pouvoir à la jeunesse aliénée. Ces événements offrent des solutions simplistes aux problèmes les plus complexes, notamment l'incertitude économique, le chômage, la précarité de l'emploi, la concurrence pour les emplois et l'admission dans les établissements d'enseignement. L'idéologie du « nous » contre « eux » désigne une cible ou un ennemi visible dans toutes ces luttes, généralement les minorités et autres groupes marginalisés.

Notre défi consiste à développer des contre-stratégies. Beaucoup d'organisations de femmes utilisent aussi les festivals et les symboles religieux pour attirer un grand nombre de femmes, mais cette stratégie est discutable dans les sociétés multiculturelles, multiconfessionnelles et dans un environnement politique communautariste où l'usage de symboles d'une religion peut aliéner les femmes d'une autre religion. Notre tâche consiste dès lors à créer de nouveaux symboles et des festivals laïcs. Un exemple de notre contexte est l'usage novateur du *garba* (une danse folklorique gujaratie). Nous avons repris des airs populaires de *garba* avec des paroles modernes, pour diffuser des messages laïcs et féministes, et toucher efficacement les femmes et les jeunes filles. Les chants *garba* avec des mélodies attrayantes peuvent souvent véhiculer des idées complexes que nous aurions du mal à expliquer autrement en une séance de deux heures, en particulier aux femmes qui n'ont guère fait d'études.

Uttarayan, un festival de cerfs-volants, est un autre événement qui attire des personnes de toutes les religions au Gujarat. Pour ce célèbre festival, nous avons fabriqué des cerfs-volants avec des slogans et des symboles féministes et laïcs. Comme un cerf-volant change de mains au moins quatre ou cinq fois, ce message touche de nombreuses personnes. Un slogan contre la violence domestique, par exemple, disait *Stree par thay jo atyachar ame padoshi javabdar* [En cas de violence contre les femmes, nous, les voisins et voisines, devons y mettre fin]. Contre les avortements sélectifs par sexe, le slogan disait *Dikarine janmava do, khilva do, akashe ambva do* [Laissez naître les filles, laissez-les s'épanouir et atteindre le ciel]. Le slogan en faveur de l'harmonie communautaire venait d'une chanson très connue, *Mandir, masjid, girjaghar ne bant liya bhavan ko ; dharti banti sagar banta, mat banto insan ko* [Les temples, les mosquées et les gurudwaras ont divisé Dieu ; nous avons même divisé la terre et la mer ; ne divisons pas les êtres humains].

Appui à une approche intégrée

Dans nos efforts pour travailler avec d'autres organisations en vue de nous

opposer aux forces communautaires, nous avons constaté certaines hésitations quand il s'agit des droits des femmes. Quand les femmes tentent de braver le contrôle fondamentaliste, patriarcal, de leur propre communauté minoritaire, ces organisations cherchent à nous dissuader de les aider dans leur lutte, de crainte de perdre l'appui des dirigeants de la communauté en s'opposant au communautarisme. Mais Sahiyar croit que la lutte contre toutes les manifestations du fondamentalisme doit progresser en même temps.

En temps de crise économique, de hausse du chômage et en l'absence d'organisations progressistes, les jeunes deviennent des outils faciles à manipuler pour les forces fondamentalistes et communautaires. Une limitation à laquelle nous sommes confrontés/es est le manque de bénévoles masculins pour travailler avec les jeunes garçons des deux communautés. Nous projetons de surmonter cette difficulté en travaillant de façon plus concertée avec les jeunes dans ce domaine.

Nous cherchons aussi à nouer des liens durables avec des groupes qui travaillent aux questions environnementales, aux droits des travailleurs, ainsi qu'à l'accès des femmes aux ressources naturelles et à leur contrôle, parce que nous devons faire la liaison avec la lutte contre les politiques économiques néolibérales et leur modèle de « développement ».

Résistance aux tentatives de nous discréditer

Les forces fondamentaliste et communautaires ont tenté de discréditer la résistance en nous qualifiant d'occidentales et occidentaux, pseudo-laïques et laïcs, antinationalistes, etc. La notion d'*asmita* (fierté) du Gujarat a été invoquée en particulier par le ministre principal Modi pour qualifier les forces laïques d'anti-gujaraties. Par une propagande concertée, les forces Hindutva cherchent à donner l'impression que les groupes laïcs reçoivent des fonds étrangers pour mener des activités contre les intérêts de la nation ou de l'État.

Sahiyar a survécu à l'assaut de la propagande par des pratiques soigneusement adoptées. Nous gardons la transparence de notre politique de collecte de fonds : nous évitons les contributions importantes d'organismes de financement étrangers et comptons, en revanche, sur de petits montants de particuliers et d'organisations ayant les mêmes objectifs. Nous avons pour principe, même pour des questions très controversées, de ne jamais conclure d'alliances opportunistes avec une force communautaire pour nous opposer à une autre. Enfin, nous travaillons à de multiples questions auxquelles les organisations de femmes traditionnelles peuvent participer, sans compromettre notre agenda ni nos points de vue.

Défis internes

Sahiyar est confrontée aussi à des difficultés internes, dont la principale

est la communautarisation de nos propres activistes. En 2002, par exemple, nous avons dû abandonner la mise en œuvre d'un projet de gouvernement parce que beaucoup des femmes concernées n'ont pas pu supporter la pression de la propagande par la presse vernaculaire communautaire. À aucun moment, nous ne pouvons relâcher notre attention à ce sujet, parce que nous opérons dans un État ouvertement communautaire et un contexte social où la plupart des femmes ont adopté, plus ou moins, les sentiments communautaires. Il n'est pas possible de travailler sur le terrain sans dialoguer avec elles, mais si nous voulons les gagner à notre cause, le dialogue doit être très différent de la façon dont nous communiquons avec la direction des mouvements fondamentalistes et communautaires. En même temps, nous devons faire preuve de prudence quant à l'infiltration de l'organisation par des éléments communautaires.

Réflexion sur les stratégies : le processus de transformation

Les premières années, les activités de Sahiyar se limitaient à enquêter et à sensibiliser par des manifestations et des spectacles de rue. Ce n'étaient pas des efforts soutenus, mais ressemblait à des exercices incendie en temps de crise. Au début, nous ne voulions pas nous engager dans le travail d'aide de grande ampleur, parce que nous étions d'avis que d'autres organisations s'occupaient spécifiquement de ces activités. Nous nous sommes engagés/es pour la première fois dans l'aide et la réhabilitation, quand nous avons vu l'apathie de l'État et des groupes de la société civile à l'égard des survivants/es des affrontements du Gujarat. Bien que la plupart des membres de notre groupe de base soient né/e hindous/es, nos efforts visant à soutenir la lutte pour la justice et fournir une aide concrète de réhabilitation a ouvert la possibilité de travailler en étroite collaboration avec une communauté minoritaire.

Au cours de sa transformation d'un petit groupe autonome en une organisation de masse, Sahiyar a imaginé plusieurs stratégies pour résister aux fondamentalismes. Nous avons contacté une série de groupes sociaux par divers moyens, notamment les rapports d'enquête, les manifestations publiques, les tracts et le recours aux formes artistiques et culturelles comme le théâtre de rue, le *garba* et le chant. Nous avons combiné l'étude et la lutte pour tenter de comprendre les stratégies des fondamentalistes religieux/euses et élaborer des contre-stratégies. Nos tracts, spectacles de rue et groupes de discussion sont basés sur les connaissances que nous apporte notre recherche et reflètent la compréhension de la théorie et du vécu des femmes. Ces programmes ont connu le plus grand succès quand nous avons compris les expériences intérieures des femmes et les avons traduites en action politique.

Une stratégie importante pour les petits groupes de femmes comme Sahiyar est de constituer les alliances adéquates en fonction des exigences

d'une situation. Nous travaillons en réseau non seulement avec des organisations de femmes, mais aussi avec des forces laïques et démocratiques, notamment des groupes de droits humains, les syndicats et des formations sociales et politiques de contextes idéologiques divers (des disciples de Gandhi aux groupements d'extrême gauche) et avec des organisations non gouvernementales, des universitaires, des artistes et d'autres personnes laïques au niveau local, national et international. Tous les groupes d'un collectif peuvent ne pas être d'accord sur toutes les questions et stratégies, mais nous insistons pour rester unis/es autour d'un accord commun minimal. La prise en considération de toutes les opinions dans le processus décisionnel et le partage du mérite pour les succès sont des stratégies qui nous ont aidés/es à acquérir une position dirigeante dans les forums collectifs. L'organisation est parvenue à survivre à l'assaut des forces fondamentalistes et communautaires grâce à sa relation d'entraide avec divers groupes. La clé pour obtenir un soutien en temps de crise consiste à accorder un appui sans réserve quand d'autres en ont besoin.

Examinant la force et la prolifération des forces fondamentalistes à l'échelon local, national et international, nous devons nous préparer à une lutte prolongée. La défaite du BJP au niveau national en 2009 est un soulagement dans un certain sens, mais Narendra Modi est susceptible de conserver son bastion du Gujarat. Le parti du Congrès a l'avantage électoral d'initiatives orientées vers les personnes comme le National Rural Employment Guarantee Scheme [Régime national de garantie de l'emploi rural] et le Right to Information Act [loi sur le droit à l'information], mises en vigueur sous la pression des activistes avec le soutien de la gauche. Néanmoins, sur le terrain et en ce qui concerne les politiques néolibérales, les gens ordinaires voient peu de différence ou de choix entre les deux partis.

Comme les droits civils des communautés minoritaires et les droits des pauvres ne cessent de s'éroder, que les droits des femmes sont de plus en plus assaillis par la violence sociale, domestique et fondamentaliste, il faut une résistance sur le terrain pour faire face à ces questions interconnectées. Le programme de formation Women's Leadership for Justice, Peace and Communal Harmony [Leadership des femmes pour la justice, la paix et l'harmonie communautaire] pour les femmes de terrain est une première étape à cette fin. Encourager l'alliance entre les femmes et les filles de différentes communautés est un travail de longue haleine. Nous espérons que ces femmes à la tête d'une communauté développeront leurs réseaux et en feront une organisation massive qui peut répondre aux besoins du moment (en vue de combattre les forces fondamentalistes, communautaires et fascistes qui contrôlent l'État et la vie quotidienne des gens ordinaires).

Biographie de l'auteure

La Dre Trupti Shah est l'une des membres fondatrices de Sahiyar (Stree Sanghthan), une organisation autonome de femmes au Gujarat, en Inde. Elle est l'une des principales activistes des mouvements de femmes et des droits humains. Certaines grandes questions faisant l'objet de ses recherches et de ses publications sont le mouvement des femmes, la violence faite aux femmes, le travail des femmes, les femmes dans le secteur informel, l'impact du fondamentalisme et de la violence communautaire sur les femmes, et l'impact de la mondialisation. Elle enseigne actuellement l'économie à l'université Maharaja Sayajirao de Baroda.

Biographie de l'organisation

Sahiyar (Stree Sanghthan) a été fondée en 1984 à Vadodara, au Gujarat, par des femmes et pour les femmes, avec l'ambition de mettre en place, à terme, une société exempte de toute forme d'inégalité, d'injustice et d'atrocité, une société où les femmes ont un statut égal et sont reconnues en tant qu'êtres humains. Le mot gujarati *sahiyar* signifie « ami/e de la femme ». Sahiyar soutient les femmes dans leur lutte contre la violence, contre l'exploitation sexuelle, l'injustice et la discrimination. L'association fournit des conseils, un soutien moral et émotionnel, une assistance juridique et pratique. Nous considérons que Sahiyar fait partie du mouvement autonome des femmes d'Inde. Sahiyar considère que l'oppression et la subordination des femmes sont étroitement liées à toutes les autres formes de marginalisation et cherche à construire un front commun des droits humains et d'harmonie communautaire avec d'autres forces progressistes à Vadodara et au Gujarat.

Notes de fin :

¹ Note de la rédaction (NDLR) : En français, on utilise souvent à tort le terme « Hindou/e » pour désigner les habitants de l'Inde. La population se compose en réalité d'Indiens et Indiennes et le terme « hindou/e » désigne ceux et celles qui professent la religion hindoue.

² Le communautarisme se définit comme la conviction que les personnes appartenant à une communauté religieuse ont des intérêts communs sur le plan social, politique et économique, et que les intérêts d'une communauté sont opposés à ceux de l'autre. Il existe dès lors une suspicion, crainte ou hostilité constante entre les communautés. Le communautarisme suppose la mobilisation politique sur la base de cette peur et de cette haine envers les autres communautés.

³ Selon la définition de la conférence des Autonomous Women Movements [Mouvements autonomes des femmes] qui a eu lieu à Calcutta en 2006, le mouvement autonome des femmes comprend les femmes et les organisations qui sont « autonomes », c.-à-d. non gouvernementales, non électorales, non affiliées à un parti politique, non violentes et non associées à des groupes clandestins ou à des organismes de financement. Ce sont des groupements, formels et informels, qui forment un courant politique distinct, partageant une vaste critique de la société, des institutions patriarcales et des intersections de caste, de genre, de classe, de religion et de sexualité.

⁴ Les termes « viol de personnes en détention » désignent le viol par des personnes en position d'autorité, c'est-à-dire les policiers, les gardiens de prison, le personnel des hôpitaux, etc. Voir « [Rape Laws of India](#) », sans date, site Web MyNation.

⁵ Le contrôle fondamentaliste de l'État est abordé au point suivant.

⁶ Pour tout complément d'information concernant l'émergence et la prolifération des organisations Sangh Parivar, voir : Tapan Basu et al. *Khaki Shorts, Saffron Flags: A Critique of the Hindu Right*, Hyderabad: Orient Longman, 1993.

⁷ NDLR : L'Indian National Congress (Congrès national indien), créé en 1885, a pris la tête du mouvement d'indépendance. Après, il est devenu le premier parti, toujours présidé par la famille Nehru Gandhi. En 2009, il a une nouvelle fois remporté les élections nationales et gouverne actuellement le pays.

⁸ Il s'agit notamment de Vishwa Hindu Parishad (VHP/World Hindu Council [Conseil hindou mondial]), Bajrang Dal (youth wing [section jeunesse]), Akhil Bharatiya Vidyarthi Parishad (student wing [section étudiante]), Vidyabharti (educational wing [section enseignement]) et Rashtriya Sevika Samiti (women's wing [section des femmes]). L'enseignement est l'un des vecteurs les plus stratégiques par lesquels les forces Hindutva propagent leur influence. La brochure *Vidyabharti Ek Parichya (Vidyabharati: An Introduction)* [Vidyabharati : introduction], Ahmedabad: Vidyabharati, 2002, affirme que Vidyabharti est la plus grande ONG éducative en Inde, gérant plus de 20 000 établissements d'enseignement où quelque 102 000 enseignants (6-7) donnent des cours à 2 444 000 étudiants/es et leur transmettent l'éthos [éthique] et les traditions. Le Gujarat compte 345 écoles gérées par Vidyabharti, avec 1 334 enseignants et 34 655 étudiants (31). Vidyabharti Gujarat, reconnue par la National Open School [École ouverte nationale], influence aussi les régions rurales tribales reculées par un réseau d'établissements d'enseignement.

⁹ Les trois principaux mécanismes qui agissent à différents niveaux essentiels pour maintenir le patriarcat brahmanique sont : (1) l'emprise de l'idéologie selon laquelle les femmes aspirent à atteindre le salut spirituel en accomplissant leur rôle de *pativrata* ou épouses ; (2) l'imposition de codes brahmaniques par la législation et les coutumes, pour contrôler la sexualité des femmes et maintenir des limites sanctionnées et « légitimes » dans un système où la pureté de caste est au centre de l'ordre social ; et (3) le rôle de l'État dans le maintien du patriarcat brahmanique, par un système de « paternalisme bienveillant » où les femmes sont récompensées par certains droits, privilèges et la sécurité quand elles respectent les normes brahmaniques. La mythologie de « l'anoblissement » dans l'idéologie du patriarcat brahmanique suppose la création d'une logique qui conduit les femmes à croire (« narcotisées » pour reprendre le terme de Chakravarti) que le pouvoir réside dans la capacité des femmes à se sacrifier. La subordination disparaît parce que les femmes se refusent « l'accès au pouvoir ou les moyens pour y arriver ». Le patriarcat brahmanique opère donc par des structures d'oppression qui sont à la fois idéologiques et matérielles. Uma Chakravarti « *Conceptualising Brahminical Patriarchy in Early India: Gender, Caste, Class and State* », *Economic and Political Weekly*, 28(14), 3 avril 1993: 579-585.

¹⁰ Srinivas définit la caste comme suit : « Caste is a hereditary, endogamous, usually localized group having traditional association with an occupation and a particular position in the local hierarchies of castes. Relations between castes are governed by among other things the concept of pollution and purity. [La caste est un groupe héréditaire,

endogame, généralement localisé et traditionnellement associé à un métier, qui occupe une position particulière dans les hiérarchies locales des castes. Les relations entre les castes sont régies, notamment, par les notions de pollution et de pureté.] » Les notions de pureté, de pollution et d'endogamie de caste sont au centre du contrôle du travail, de la sexualité et de la mobilité des femmes. M.N. Srinivas, *Caste in Modern India and Other Essays*, Bombay: Media Promoters and Publishers Ltd., 1962: 2-3.

¹¹ Les Dalits/es sont au bas de la hiérarchie de caste, ce qui perpétue leur position socio-économique de classe pauvre, opprimée de la société. L'ordre social hindou les qualifie d'« intouchables ». Les Dalits/es représentent 16 % de la population d'Inde et 17,1 % de la population du Gujarat.

¹² *Sati* désigne le suicide soi-disant volontaire d'une jeune veuve par crémation rituelle sur le bûcher de son mari.

¹³ N.K. Sinha, Ed., *History of Bengal, 1757-1905*, Calcutta: Calcutta University Press, 1967: 408.

¹⁴ Une étude détaillée des principaux cas est reprise dans : Nandita Gandhi & Nandita Shah, *The Issues at Stake: Theory and Practice in the Contemporary Women's Movement in India*, New Delhi: Kali for Women, 1992: 229-259.

¹⁵ NDLR : En 1947, la fin de l'empire britannique des Indes a donné lieu à la création de deux États souverains : le Pakistan (qui s'est plus tard divisé en Pakistan et Bangladesh) et l'Inde sur la base de la religion majoritaire des habitants des différents territoires. C'est ce que l'on appelle la partition, qui a entraîné le déplacement de 12,5 millions de personnes et des affrontements violents qui ont fait près d'un million de morts.

¹⁶ Dans la législation indienne, la réservation est un système de quotas au titre duquel un pourcentage de sièges est réservé dans le secteur public, les syndicats, les départements ministériels de l'État et tous les établissements d'enseignement publics et privés, pour les communautés socialement et éducativement défavorisées et les castes et tribus répertoriées qui sont mal représentées dans ces services et institutions. Cette forme de discrimination positive a été reprise dans la constitution de l'Inde à la suite d'injustices historiques à l'égard de ces groupes, pour accélérer leur intégration dans la société au sens large.

¹⁷ « Scheduled caste [Caste répertoriée] » est une formule constitutionnelle utilisée pour désigner les Dalits/es. L'expression constitutionnelle « Scheduled Tribe [Tribu répertoriée] » désigne les Adivasis, les groupes ethniques et tribaux considérés comme la population autochtone. Les Adivasis représentent 8,2 % de la population d'Inde et 14,8 % de la population du Gujarat.

¹⁸ Pour comprendre la relation entre les Dalits/es et les forces Hindutva, et leur rôle dans le carnage communautaire, veuillez consulter « *Under-privileged and Communal Carnage: A Case of Gujarat*, » Ghanshyam Shah, 15th Wertheim Lecture, Centre d'études asiatiques Amsterdam, Amsterdam School for Social Research, 2004.

¹⁹ Une campagne de rumeurs consiste à faire courir des rumeurs calomnieuses à propos d'une cible, tandis que la source des rumeurs s'efforce de garder l'anonymat.

²⁰ NDLR : Langue parlée dans le nord et le centre de l'Inde, reconnue langue officielle du pays dans la constitution de 1947.

²¹ NDLR : Religion apparue au XVe siècle dans la région du Pendjab, qui s'étend du centre du Pakistan au nord-est de l'Inde. Elle compte quelque 20 millions de fidèles en Inde et ne reconnaît pas les différences entre les castes.

²² La police a organisé des descentes dans les maisons de particuliers pour trouver des armes ou des suspects ayant participé aux violences ; ces raids sont qualifiés d'opérations de ratissage, l'un des principaux outils de harcèlement utilisés par la police dans les quartiers musulmans, parce que beaucoup de policiers soutenaient les forces communautaires hindoues et le gouvernement BJP.

²³ Les « First Information Reports [procès-verbaux] » consignés dans les mains courantes de la police seront la première étape officielle d'une procédure pénale dans le sous-continent indien.

²⁴ La People's Union for Civil Liberty [Union populaire pour les libertés civiles] a été créée par Jay Prakash Narayan pendant la lutte contre l'état d'urgence imposé par la première ministre Indira Gandhi en 1975. Depuis, la PUCL soutient activement et protège, au niveau national, les droits civils et humains. Une antenne de la PUCL a été mise sur pied à Vadodara au début des années 1990. Shanti Abhiyan [Campagne pour la paix] a été lancée à Vadodara au milieu des années 1980. En 2002, la PUCL-SA a créé un forum commun pour répondre à la nature sans précédent des crises communautaires au Gujarat.

²⁵ La National Human Rights Commission [Commission nationale des droits humains] était le seul organe constitutionnel, hormis la cour suprême d'Inde, permettant aux personnes lésées et aux défenseurs/euses des droits humains d'accéder à une aide contre le gouvernement de l'État, la police et l'administration, tous ouvertement communautaires.

²⁶ L'IIJG a été organisée conjointement par plusieurs organisations dont Citizen's Initiative (Ahmedabad [Initiative des citoyens]), la PUCL-SA (Vadodara), Communalism Combat [Combat contre le communautarisme], Awaaz-e- Niswan, Forum Against Oppression of Women [Forum contre l'oppression des femmes], Stree Sangam (Bombay), Saheli, Jagori, Sama et Nirantar (New Delhi), Organised Lesbian Alliance for Visibility and Action (Pune) et d'autres groupes de femmes en Inde.

²⁷ Le Dr. Baba Saheb Ambedkar, premier ministre de la justice de l'Inde indépendante est considéré comme l'architecte de la constitution indienne. Il a rédigé un projet de loi de code hindou pour appuyer les changements progressistes des droits des femmes dans la loi hindoue sur le statut personnel. Quand le projet de loi a été rejeté par le Parlement, il a démissionné de son poste de ministre de la justice en signe de protestation.

²⁸ Une *fatwa* est un avis juridique donné en réponse à une question d'un demandeur ou concernant un problème du jour, par un *mufti* (spécialiste de la loi islamique).

²⁹ Par exemple, le gouvernement BJP a proposé de mettre en place une cellule de surveillance des mariages interreligieux, qui serait chargée de « sauver » les jeunes filles hindoues de « mariages forcés » avec des membres d'autres communautés. Par des tracts, des déclarations publiques et des discussions, Sahiyar a appelé les femmes à comprendre la nature patriarcale de cette initiative. Les fondamentalistes hindous/es gardent le silence concernant les questions de dot, de violence domestique et autres maltraitances au sein de leur propre communauté, mais sous prétexte de « protéger » les femmes, ils/elles cherchent à restreindre la liberté des femmes de choisir leurs partenaires et les traitent comme appartenant à leurs familles et leur communauté.